

La sécurité alimentaire : un enjeu de taille pour le Qatar

Résumé

Le Qatar, comme les autres pays du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe (CCEAG), fait face à une situation climatique et hydrique qui limite fortement le développement d'une production agricole locale. Le pays est donc dépendant à plus de 90% des importations pour satisfaire une consommation en denrées alimentaires toujours croissante, favorisée par un développement économique rapide. Dans ce contexte, le gouvernement a lancé un programme de sécurité alimentaire volontariste, qui prévoit le développement, à moyen-terme, d'un secteur agricole de pointe, notamment grâce à l'investissement privé. Les autorités entendent par ailleurs transformer le Qatar en un « hub » d'échange des produits alimentaires, et financent un vaste programme d'extension des infrastructures de transports et de logistique. Le fonds souverain qatarien poursuit, en parallèle, ses investissements dans le secteur agricole à l'étranger, afin de mieux maîtriser la chaîne de production et d'approvisionnement.

1. Une dépendance quasi-totale aux importations pour satisfaire des besoins en hausse

Moins de 10% de la consommation en produits alimentaires du Qatar est couverte par la production locale, le reste étant importé. Selon les estimations du Service Economique de Doha, la valeur des importations de produits alimentaires¹ a été multipliée par huit entre 2001 et 2015, pour atteindre près de 3 Mds USD. Les denrées alimentaires représentent le quatrième poste d'importation du Qatar (9,1% des importations), derrière les machines et équipements mécaniques (15,6%), les voitures automobiles (13,6%) et les machines et appareils électriques (10,4%), et devant les aéronefs (6%). Il s'agit en outre du poste d'importation dont la part dans les importations totales a le plus augmenté entre 2007 et 2015 (+5 points de pourcentage) (cf Annexes).

La « facture » liée aux importations de produits alimentaires devrait continuer d'augmenter dans les années à venir, le Qatar étant un pays riche (le PIB/habitant du pays est le plus élevé du monde²), où la croissance de la population est élevée (+6 à 7% par an en moyenne d'ici à 2020) du fait d'une forte immigration liée au développement économique. Dans ce contexte, la consommation de denrées alimentaires devrait augmenter de 5,5% par an entre 2014 et 2019 au Qatar, ce qui représenterait la plus forte hausse des pays du CCEAG³. La montée en puissance du tourisme et l'organisation de grands événements sportifs comme le Mondial 2022 sont par ailleurs susceptibles d'accroître la tendance.

La situation du Qatar, à cet égard, est à l'image de celle de la région. Si la consommation de denrées alimentaires est en hausse dans tous les pays du CCEAG, l'aridité du climat, la mauvaise qualité des sols et les faibles ressources en eau limitent fortement la production agricole régionale⁴. Ainsi, seuls 25% de la consommation en produits alimentaires est couverte par la production régionale, les pays du CCEAG important près des ¾ de leurs besoins⁵. Cette forte dépendance aux importations rend les Etats du CCEAG extrêmement vulnérables aux fluctuations du marché mondial des denrées alimentaires et aux diverses perturbations qui peuvent affecter leur approvisionnement (essentiellement assuré via les « hotspots » que sont le canal de Suez et le détroit d'Hormuz). Ainsi, l'épisode d'augmentation du cours de denrées alimentaires de 2007-2008 a profondément marqué le Moyen-Orient, conduisant les pays arabes à signer la « Déclaration de Riyad », au travers de laquelle ils se sont engagés à améliorer la coopération régionale pour lutter contre les crises alimentaires. Si la richesse des pays du CCEAG, liée à la production d'hydrocarbures, les met relativement à l'abri des fluctuations du marché, la plupart des gouvernements ont fait de la sécurité alimentaire une priorité suite à cet épisode.

¹ Cf Annexe pour la liste des produits compris dans le groupe « produits alimentaires ».

² Calculé en PPP (prix constants 2011), le PIB/habitant du Qatar s'élevait à près de 133 000 USD en 2015, selon les données de la Banque Mondiale.

³ Source : Alpen Capital

⁴ La surface arable est comprise entre 0,4% et 2,1% de la surface totale des différents pays du CCEAG, et les précipitations sont parmi les plus faibles du monde (entre 50 et 125 mm/an selon les pays, soit bien en-deca des 650 mm/an nécessaires à la culture du blé). Leurs faibles réserves d'eau douce (75,5 m³/habitant en moyenne) placent en outre les pays du CCEAG en situation de « pénurie absolue » en eau, selon les standards retenus par l'ONU et la Banque Mondiale (<500 m³/habitant).

⁵ Source : Alpen Capital

2. Une politique volontariste de soutien au développement du secteur agricole

La production locale qatarienne (centrée sur les légumes, les dattes, la volaille, la pêche et dans une moindre mesure les ovins) **souffre fortement de la déplétion des ressources en eau**, due au pompage excessif des nappes phréatiques et à l'utilisation de systèmes d'irrigation inadaptés⁶. Par ailleurs, si les exploitants peuvent faire appel à la *Qatar Development Bank* pour des crédits à taux préférentiels, ils ne bénéficient pas de subventions directes, en dehors de prix préférentiels pour l'électricité – alignés sur ceux proposés aux industriels. **Par conséquent, le secteur de l'agriculture qatarien est encore très peu développé**. Il représentait autour de 0,1% du PIB en 2015⁷, et 1,4% de la main d'œuvre employée dans le pays⁸.

Le gouvernement qatarien reste néanmoins déterminé à avancer vers une plus grande autosuffisance alimentaire. Le Qatar a reconduit en 2013 son plan national de sécurité alimentaire, le « **Qatar National Food Security Programme** » (QNFSP), qui prévoit une augmentation de la production agricole locale permettant de couvrir, à moyen terme (2023), autour de 40% des besoins alimentaires du pays. Ce plan repose sur une **utilisation « intelligente » des ressources locales** et met l'accent sur le développement de solutions scientifiques et technologiques, en partenariat avec le secteur privé, dans quatre domaines :

- **Les énergies renouvelables** et leur application au secteur de l'agriculture ;
- **La désalinisation et la gestion « intelligente » des ressources en eau** destinées à l'agriculture ;
- **La production agricole « innovante »** (serres équipées de systèmes d'irrigation « intelligents », technologies permettant la culture hors-sol) ;
- **La transformation alimentaire**.

Ce plan est accompagné d'investissements publics importants. Si un budget initial de 25 Mds USD avait été annoncé lors du lancement du QNFSP en 2008, le programme se traduit, dans les faits, par des investissements ponctuels d'appels à projets d'envergure. Parmi ceux lancés et soutenus récemment, figurent :

- Le **Sahara Forest Project**, qui met à profit un ensemble de technologies (énergie solaire, désalinisation, récupération de la chaleur) pour cultiver des plantes sous serre en plein désert ;
- Un certain nombre de **fermes-prototypes**, comme *Al Sulaiteen Agricultural and Industrial Complex* (SAIC), qui utilisent une combinaison de cultures hydroponiques et traditionnelles ;
- Le gouvernement a également financé en 2014-2015 le développement d'un **nouveau complexe d'élevage de volailles**, ainsi que d'une **usine ultramoderne de transformation de viande**.



L'entreprise publique **Hassad Food**, filiale du fonds souverain *Qatar Investment Authority* dédiée à la sécurité alimentaire, gère par ailleurs un certain nombre de programmes, liés à la production de fourrage (*Hassad Qatar* gère aujourd'hui 650 hectares, répartis sur quatre fermes), de fleurs (*Roza Hassad* produit autour de 3 millions de fleurs coupées par an), ou encore de légumes (ferme *Zula Oasis*).

Enfin, plusieurs **programmes de collaboration en R&D, dédiés à l'agriculture et au milieu marin**, ont déjà vu le jour, avec le soutien des autorités qatariennes.

La ferme *Al Sulaiteen Agricultural and Industrial Complex*, près d'Um Sala Ali.

Le développement d'un secteur agricole dynamique, capable de mettre à profit les nouvelles technologies pour avancer vers une plus grande autosuffisance alimentaire, est donc devenu une

⁶ La production locale aurait diminué de 30% depuis 2008 du fait de l'épuisement des ressources d'eau souterraines. The Peninsula, « Since 2008, Qatar has lost 30% of local food production to depleted aquifers », 30 juin 2013.

⁷ Source : Ministère de la planification et des statistiques

⁸ Source : Banque Mondiale

priorité pour le Qatar. En outre, du fait d'un contexte budgétaire inédit (1^{er} déficit public depuis 16 ans en 2016, qui devrait se poursuivre en 2017), **les autorités souhaitent vivement attirer les investisseurs privés.** Les opportunités sont donc multiples pour les entreprises françaises sur ce secteur, en particulier pour l'application des technologies du photovoltaïque et de la désalinisation à l'agriculture, ainsi que le développement de techniques de culture hors-sol. Les méthodes d'agriculture biologique rencontrent par ailleurs un intérêt croissant, et plusieurs exploitants se positionnent déjà sur ce segment (notamment l'entreprise familiale *Agrico*, créée en 2012). Enfin, l'élevage et la production de laitages et œufs se développent à travers le pays, et les exploitants qatariens cherchent à mettre en place des contrats d'importation de bétail (particulièrement petit bétail) ainsi que de volailles. Les importations qatariennes concernant le poste « animaux vivants » proviennent principalement de l'Arabie saoudite et de l'Australie (cf Annexe), mais les exportateurs français pourraient augmenter leurs parts de marché dans les années à venir⁹.

3. Le Qatar : prochain « hub » international d'échange des denrées alimentaires ?

La sécurité alimentaire, telle qu'elle est envisagée par les autorités qatariennes, passe en outre par le développement, à moyen-terme, d'un « hub » régional et international d'échange des produits alimentaires. Le gouvernement a ainsi lancé de grands travaux d'extension du port et de l'aéroport de Doha, et soutient activement le développement de réseaux de transport ferré reliant les pays du CCEAG¹⁰.

Le **Hamad International Airport** dispose d'infrastructures de pointe (rampes et camions réfrigérés, inspections des animaux vivants) permettant la gestion de 1,4 million de tonnes de fret par an. Cette capacité devrait être portée à 4,4 millions de tonnes annuelles avec la mise en service d'un second terminal (prévue pour 2018). De son côté, le **Hamad International Port** – qui représente un investissement de 7,4 Mds USD – comprendra à terme trois terminaux, pour une capacité de 6 millions de containers et 1,7 million de tonnes de fret hors-containers. Le port sera en outre doté d'importantes infrastructures de stockage (notamment de grains), ainsi que d'une zone économique spéciale (QEZ3).

Ainsi, au-delà du secteur des transports, sur lequel sont déjà positionnés bon nombre de groupes français, le développement des **infrastructures de stockage** et du secteur de la **logistique** au Qatar devrait fournir des opportunités aux entreprises françaises.

4. Investir dans l'eau virtuelle : un moyen pour le Qatar de maîtriser son approvisionnement

A l'instar des autres pays du CCEAG, le Qatar se penche depuis plusieurs années sur l'achat de terres arables dans différentes régions du monde, dans le cadre la mise en œuvre de sa stratégie nationale de sécurité alimentaire. Sécuriser un accès à des terres arables et s'assurer une maîtrise totale de la chaîne de production des denrées alimentaires permet aux Etats du CCEAG de garantir la continuité de leur approvisionnement et de se prémunir contre les perturbations éventuelles du marché.

La filiale de la QIA dédiée à la sécurité alimentaire, **Hassad Food**, a mené plusieurs opérations financières phares depuis sa création en 2008. Elle a notamment investi :

- en **Australie** (*Hassad Australia*), où elle contrôle aujourd'hui 300 000 hectares de terres, pour une production annuelle de 250 000 moutons et 179 000 tonnes de grains ;
- en **Inde**, où elle a acquis 51% des parts du producteur de riz basmati *Bush Foods Overseas* ;
- au **Pakistan**, où elle gère désormais une production annuelle de 10 000 tonnes de riz via l'entreprise *Sewan Pakistan* ;
- en **Oman**, où elle a possède un tiers des parts de la firme *A'Saffa Foods*, spécialisée dans l'élevage de volailles.

Certaines de ces opérations ont cependant fait l'objet de critiques, et un projet au **Kenya**, qui concernait 40 000 hectares de terres arables, a dû être abandonné en 2009. Malgré ces difficultés, les investissements du fonds souverain continuent, notamment en **Turquie**, la QIA ayant acquis en janvier 2017 une participation de 40% dans l'entreprise turque *Banvit*, leader du marché de la transformation de volaille.

⁹ En tenant compte de l'embargo temporaire sur les importations françaises de volaille et œufs mis en place en janvier 2016.

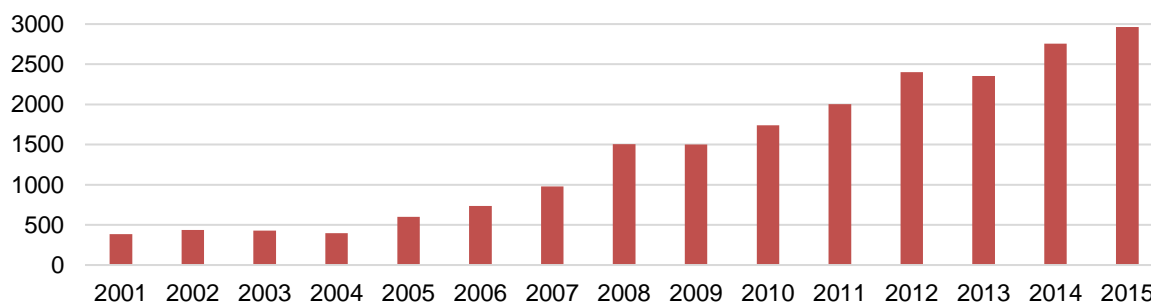
¹⁰ Le projet de transport ferroviaire longue distance reliant les pays du CCEAG prévoit une ligne fret-passagers Doha-Arabie Saoudite, une ligne fret-passagers Doha-Bahreïn, une liaison fret Port de Mesaieed-Ras Laffan, une liaison fret-passagers Doha-Dukhan, et une liaison fret-passagers Doha-Al Shamal.

ANNEXES

Liste des produits inclus dans la catégorie « produits alimentaires »

Chapitre douanier	Produit
01	Animaux vivants
02	Viandes et abats comestibles
03	Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques
04	Lait et produits de la laiterie ; œufs d'oiseaux ; miel naturel ; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs
05	Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs
07	Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires
08	Fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons
09	Café, thé, maté et épices
10	Céréales
11	Produits de la minoterie ; malt ; amidons et féculés ; inuline ; gluten de froment
12	Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles ou médicinales ; pailles et fourrages
13	Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux
14	Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs
15	Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale
16	Préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques
17	Sucres et sucreries
18	Cacao et ses préparations
19	Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait; pâtisseries
20	Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes
21	Préparations alimentaires diverses
22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres

Montant des importations en produits alimentaires, 2011-2015 (M USD)



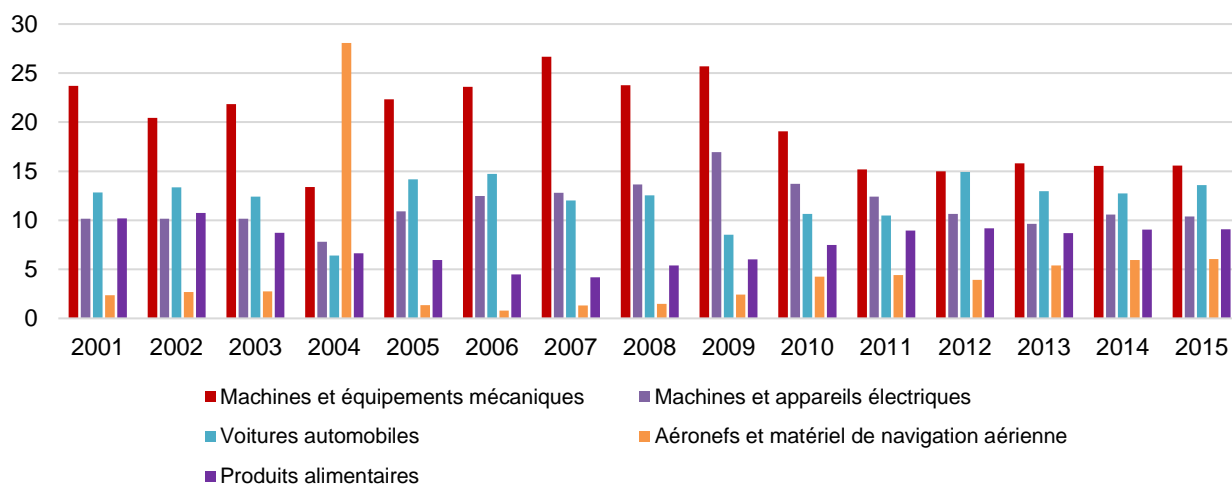
Sources : International Trade Center, estimations du Service Economique de Doha

Principaux postes d'importation de produits alimentaires, 2015

Produit	Montant des importations (M USD)	Principaux pays importateurs
Fruits et légumes	478,9	Inde (16%)
Viande	462,7	Brésil (33%), Australie (27%)
Produits laitiers et œufs	403,6	Arabie saoudite (49%)
Animaux vivants	310,4	Arabie saoudite (26%), Australie (25%)
Céréales	272	Inde (44%)

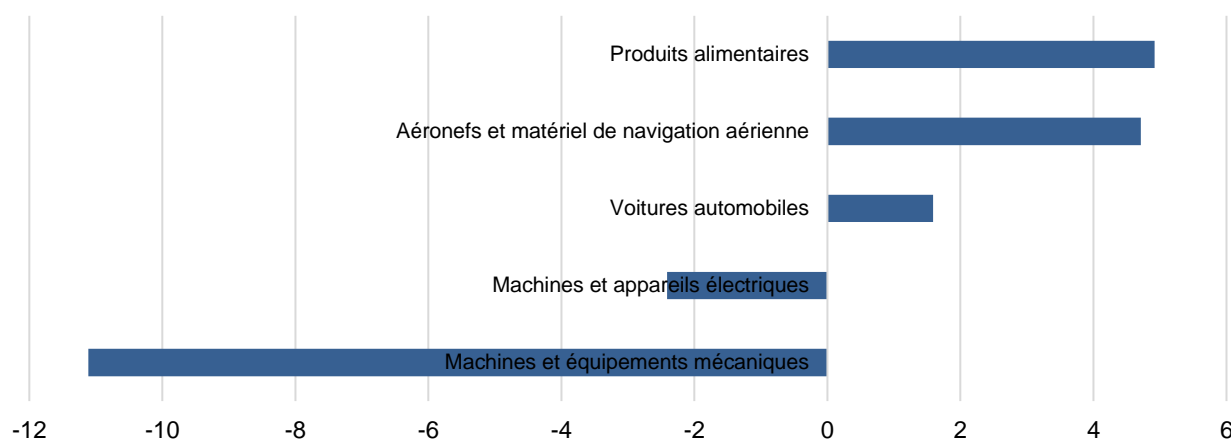
Sources : International Trade Center, estimations du Service Economique de Doha

Principaux postes d'importation, 2001-2015 (part dans les importations totales, en %)



Sources : International Trade Center, estimations du Service Economique de Doha

Evolution de la part des principaux postes d'importation dans les importations totales, 2007-2015 (en points de pourcentage)



Sources : International Trade Center, estimations du Service Economique de Doha

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.